Burundi/Referendum : “Nous nous attendions à cette issue”, dit l’opposition

Jeune Afrique,Â 01 juin 2018 Burundi : Â«Â La nouvelle Constitution consacre lâ€™exclusion dâ€™une partie de la classe politiqueÂ Â» La Cour constitutionnelle a validÃ© jeudi 30 mai les rÃ©sultats du rÃ©fÃ©rendum controversÃ© du 17 mai, rejeta ainsi un recours de nullitÃ© dÃ©posÃ© par la coalition d'opposition Amizero y'Abarundi. Interview avec Pierre-CÃ©lestin Ndikumana, prÃ©sident du groupe parlementaire de l'opposition emmenÃ©e par Agathon Rwasa.

Sans surprise,Â le recours dÃ©posÃ© le 24 mai par Amizero yâ€™Abarundi, la coalition dâ€™opposition emmenÃ©e par Agat Rwasa, nâ€™a pas abouti. La Cour constitutionnelle burundaise aÂ validÃ© jeudi les rÃ©sultats prononcÃ©s par la Commission Ã©lectoraleÂ et consacrÃ© la victoire du oui avec 73,2% au rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 17 mai.Â Le pouvoir de Pierre Nkurunziza, qui aura dÃ©sormais lâ€™opportunitÃ© de briguer deux septennats Ã partie de 2020, renforce ainsi sa mainmise s lâ€™exÃ©cutif Ã lâ€™issue de ce vote controversÃ©. Les membres dâ€™Amizero yâ€™Abarundi, principale formation dâ€™ lâ€™AssemblÃ©e, seuls partisans du Â«Â nonÂ Â» autorisÃ©s Ã faire campagne avaient dÃ¨s lâ€™issue du vote dÃ©noncÃ© irrÃ©gularitÃ©s, des cas de bourrages dâ€™urnes et des actes dâ€™intimidation,Â prÃ©cisant quâ€™ils ne reconnaÃ®traient p rÃ©sultats. Pierre-CÃ©lestin Ndikumana, prÃ©sident du groupe parlementaire de la coalition rÃ©agit pourÂ Jeune AfriqueÂ Ã l dÃ©cision de la Cour constitutionnelle. Jeune Afrique : Aviez-vous espoir que ce recours aboutisse ? Pierre-CÃ©lestin Ndikumana :Â Câ€™Ã©tait notre droit de dÃ©poser ce recours, mais bien Ã©videmment nous nous attendions Ã cette issue. C pas une surprise. Mais nous dÃ©nonÃ§ons la faÃ§on dont cela a Ã©tÃ© gÃ©rÃ©. Lâ€™annonce de la validation des rÃ©sultat rÃ©fÃ©rendum ne devait pas se faire avant que tous les contentieux ait Ã©tÃ© rÃ©glÃ©, or la Cour constitutionnelle a confirmÃ rÃ©sultats du scrutin en mÃªme temps que notre recours a Ã©tÃ© rejetÃ©. Câ€™est contraire Ã la procÃ©dure. Maintenant, je pas vous dire que nous nous attendions Ã un miracle. La Cour constitutionnelle reste composÃ©e dâ€™hommes du prÃ©siden nommÃ©s par celui-ci. Lâ€™objectif de cette dÃ©marche Ã©tait surtout dâ€™envoyer un signe Ã la communautÃ© internationa marquer notre dÃ©sapprobation vis-Ã -vis dâ€™un vote dont le processus a Ã©tÃ© constamment entachÃ© dâ€™irrÃ©gularitÃ tentatives dâ€™intimidation. Montrer quâ€™on ne cautionne pas ce scrutin. Justement, la communautÃ© internationale nâ€™a souhaitÃ© envoyer de mission dâ€™observation. Regrettez-vous cette dÃ©cision, compte tenu des irrÃ©gularitÃ©s que vous av souhaitÃ© dÃ©noncerÂ avec ce recours? Non, au contraire je crois que cette position Ã©tait tout Ã fait normale et justifiÃ©e. Nous avions soulignÃ© que modifier la Constitution nâ€™Ã©tait pas opportun, câ€™Ã©tait un des points du dialogue interburun auquel nous avons pris part. Mais Bujumbura a bloquÃ© ce dialogue et a voulu prÃ©cipiter le processus du rÃ©fÃ©rendum. Ã€ partir de lÃ il Ã©tait logique que la communautÃ© internationale se tienne Ã lâ€™Ã©cart. Si des missions dâ€™observation av envoyÃ©es, celaÂ aurait signifiÃ© que la communautÃ© internationale cautionnait le scrutin. La nouvelle Constitution a un impact sur le fonctionnement du Parlement. AprÃ¨s la crise de 2015 vous aviez dit vouloir intÃ©grer les institutions pour ne pas laisser le champ libre au pouvoir. Vous sentez-vous pris au piÃ¨ge et regrettez vous cette dÃ©cision ?Â Lâ€™espace politique au Burundi, qui Ã©tait un des points du dialogue, sâ€™est encore plus resserrÃ©. Cette nouvelle Constitution consacre lâ€™exclusion dâ€™une partie de la classe politique. Câ€™est pour ne pas cÃ©der Ã cette volontÃ© dâ€™Ã©carter, pour ne que nous avions dÃ©cider dâ€™intÃ©grer lâ€™AssemblÃ©e. Il nâ€™y a pas de regret par rapport Ã cela et nous allons contin pas Ãªtre lÃ¢che et fuir, on va resterÂ dans la danse pour faire de la rÃ©sistance de lâ€™intÃ©rieur. Câ€™est essentiel : le gouvernement essaye de faire croireÂ que lâ€™issue ce rÃ©fÃ©rendum est la preuve que le peuple soutient sa politique mais c a bien vu lors de nos meetings pendant la campagne quâ€™une importante voix dissidente existe dans le pays. Donc nous allons rester, au moins jusquâ€™aux prochaines Ã©lections. Par Romain Gras

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});